

SOIXANTE-DIX ANS DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE : LES FAIBLESSES DU PARTI-ÉTAT

Juliette GENEVAZ

Chercheur Chine à l'IRSEM

RÉSUMÉ

Le style que l'actuel secrétaire général du Parti communiste chinois Xi Jinping a imprimé à l'exercice du pouvoir politique en Chine a singulièrement affaibli son objectif : faire de la République populaire de Chine une puissance mondiale incontestée en 2019, l'année de son 70^e anniversaire. L'usage systématique de la répression pour faire taire les dissensions, les failles apparentes entre pouvoir central et pouvoirs provinciaux dans la mise en œuvre de la politique économique et la pauvreté de l'idéologie nationaliste sont autant de manifestations de la fragilité du régime de parti unique qui célèbre aujourd'hui ses 70 ans.

SOMMAIRE

Introduction	2
La répression : maître-mot de la méthode politique de Xi Jinping.....	3
Politique économique : fracture entre les gouvernements locaux et le gouvernement central	4
Une idéologie contestée	5
Conclusion	6

INTRODUCTION

Alors que la République populaire de Chine (RPC) fête ses 70 ans d'existence le 1^{er} octobre 2019, Xi Jinping fait face à d'immenses difficultés. La guerre commerciale sino-américaine et la crise politique sans précédent qui secoue Hong Kong depuis six mois en sont les signes les plus évidents. D'importantes tensions internes réduisent la marge de manœuvre dont dispose le Parti communiste chinois pour répondre à ces attaques.

La stabilité politique et sociale a été la clef de voûte de la légitimité du Parti communiste chinois dans l'ère post-Mao Zedong. Jusqu'à tout récemment, le leadership collectif était essentiel pour assurer la continuité politique. Cependant, l'ascension au pouvoir de Xi Jinping, qui a culminé en 2017 avec sa consécration comme nouveau « chef de file » [领导核心, *lingdao hexin*] au 19^e Congrès du Parti, a changé les conditions dans lesquelles la stabilité peut être atteinte¹. En 2018, Xi Jinping a aboli la limite constitutionnelle du nombre de mandats présidentiels pour se donner la possibilité de rester président à vie². Il a centralisé la prise de décision grâce à une réforme bureaucratique et militaire qui lui a permis de placer ses protégés au sommet de la structure dirigeante. Cette concentration du pouvoir a créé de nouvelles fragilités dans l'appareil d'État.

Paradoxalement, la concentration du pouvoir dans la personne de Xi Jinping semble rendre plus difficile la gestion des tensions croissantes dans la société chinoise. En janvier 2019, il a convoqué une réunion extraordinaire avec les chefs provinciaux du parti pour les mettre en garde contre les turbulences politiques. Le ralentissement de la croissance économique pourrait conduire à une vulnérabilité politique, a averti Xi, chargeant le ministre de la Sécurité publique de réprimer tout signe de protestation. Cette année, la RPC commémore plusieurs épisodes profondément controversés de sa jeune histoire : le centenaire du mouvement culturel du 4 mai, le 30^e anniversaire des manifestations et de la répression de Tiananmen, et le 70^e anniversaire de la fondation du régime³. Depuis le début de l'année 2019, Xi a plusieurs fois insisté auprès des fonctionnaires sur les risques auxquels le parti fait face pendant cette année sensible⁴, signe des difficultés du dirigeant chinois à consolider le parti sous sa direction. L'usage systématique de la répression politique, les nouvelles conditions économiques difficiles et les troubles sociaux exacerbent les lignes de fracture du régime autoritaire chinois, ce qui soulève la question de savoir si le passage délibéré du secrétariat général du parti d'une direction collective à une direction unique a été une décision politique avisée ou un pari malavisé.

1. Chris Buckley, « [Xi Jinping is China's 'core' leader: Here's what it means](#) », *The New York Times*, 30 novembre 2016.

2. « [China's Xi allowed to remain 'president for life' as term limits removed](#) », *BBC News*, 11 mars 2018.

3. Chris Buckley, « [2019 Is a Sensitive Year for China. Xi Is Nervous](#) », *The New York Times*, 25 février 2019.

4. Lily Kuo, « [Xi warns China to maintain political security against 'black swans' of economic volatility](#) », *The Guardian*, 22 janvier 2019.

LA RÉPRESSION : MAÎTRE-MOT DE LA MÉTHODE POLITIQUE DE XI JINPING

Contrairement à ses prédécesseurs qui ont été choisis par leurs pairs, l'ascension de Xi à la direction suprême trouve son origine dans un scandale qui a révélé la fragilité du système politique chinois. En 2012, quelques mois avant l'entrée en fonction de Xi, son opposant le plus sérieux, le secrétaire du parti à Chongqing, Bo Xilai, a été expulsé du Parti communiste chinois après que son lieutenant Wang Lijun a demandé l'asile politique au consulat américain dans la province du Sichuan⁵. La chute de Bo Xilai a reflété un clivage au sein du parti à propos de l'orientation politique du régime⁶, très similaire à celui qui a conduit à la répression de la place Tiananmen en 1989. Le pouvoir politique de Xi est fondé sur l'élimination de Bo.

L'accusation de corruption portée contre Bo était le prélude à la campagne de Xi contre la corruption qui dure depuis sept ans. Xi conçoit la corruption comme une menace à la mainmise continue du parti sur le pouvoir. Le caractère extrajudiciaire de la lutte contre la corruption, malgré son institutionnalisation sous l'égide de la Commission centrale d'inspection disciplinaire, a conduit à une politisation extrême de la question et à une division accrue au sein du parti⁷. En dehors du parti, les efforts de Xi s'accompagnent d'une répression vigoureuse des minorités et des défenseurs des droits (avocats⁸, ONG et militants syndicaux), d'une résistance contre l'influence étrangère et d'une présence accrue des comités du parti dans les grandes entreprises. Si la main de fer de Xi semble avoir étouffé l'opposition à l'intérieur du Parti communiste chinois et à son encontre, elle a aussi beaucoup accentué les frictions au sein du régime.

La répression ne cible pas seulement les rivaux dans le parti. Xi Jinping a remis au goût du jour les méthodes maoïstes de gouvernement telles que le rôle prépondérant de l'idéologie, les purges et l'omniprésence des comités du parti dans toutes les instances de décision économique aussi bien que politique, au nom de la « renaissance de la nation chinoise ». La langue du parti sous Xi Jinping reprend des termes de l'époque qu'on avait crus dépassés : celui de « lutte » [斗争, *douzhen*] en particulier⁹. Sous Mao, la lutte était celle des classes sociales, en vue d'un plus grand égalitarisme. Sous Xi Jinping, il s'agit de la lutte du parti au pouvoir contre tous : contre l'ennemi américain à l'extérieur et contre toute voix d'opposition à l'intérieur. Sur le sol chinois, cette lutte prend des formes de guerre civile dans la province du Xinjiang¹⁰ et à Hong Kong. Bien que l'ennemi à abattre dans ces deux territoires soit différent, l'action de Pékin y est également radicale : internement d'un million de personnes sans jugement au Xinjiang et bras de fer avec les manifestants hongkongais menant à un soulèvement populaire massif dans la première place financière asiatique.

5. « [Bo Xilai scandal: Timeline](#) », *BBC News*, 11 novembre 2013.

6. Xiang Lanxin, « The Bo Xilai Affair and the Future of China », *Survival*, n° 54, 2012.

7. Charlotte Gao, « [China's Top Anti-Corruption Organ Declares Safeguarding Xi's Status Its Top Priority](#) », 23 février 2019 ; Minxin Pei, « How not to fight corruption », *Daedalus*, 147:3, 2018, p. 216-230.

8. Eva Pils, « The party's turn to public repression: an analysis of the '709' crackdown on human rights lawyers in China », *China Law and Society Review*, 3:1, 2018.

9. David Bandurski, « [Why China's Communist Party is 'struggling'](#) », *Hong Kong Free Press*, 10 septembre 2019.

10. Adrian Zenz, « 'Thoroughly reforming them towards a healthy heart attitude' », *Central Asian Survey*, n° 39, 2019.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE : FRACTURE ENTRE LES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET LE GOUVERNEMENT CENTRAL

Une autre source de tension au sein du parti a trait à l'économie. Après 35 ans de croissance économique inégalée, la Chine entre dans une nouvelle phase de son développement. En 2018, la croissance économique de la Chine a été la plus faible en 30 ans¹¹. Le PCC a changé de priorité dans les secteurs de l'économie à soutenir, pour se concentrer sur les hautes technologies. Il n'a cependant pas changé les moyens de ce soutien étatique. L'outil privilégié du parti pour favoriser la croissance reste l'investissement. Les mesures de relance économique massives que le gouvernement a mises en œuvre en réponse à la crise financière de 2008 ont généré une croissance de 20 % de la dette entre 2009 et 2015¹². La majeure partie de cette dette a été contractée par des entreprises dans des secteurs industriels inefficaces¹³. En 2016, la dette des entreprises chinoises représentait 135 % du produit intérieur brut. La question de la dette est un exemple de l'incapacité du parti-État à atténuer les risques.

En mars 2018, le Premier ministre Li Keqiang a cité le risque financier persistant comme la première des trois « batailles critiques » du pays à livrer et à gagner¹⁴. Le niveau d'endettement continue toutefois de poser un problème aux dirigeants centraux, principalement en raison de l'inadéquation des politiques de restructuration de la dette. Les finances des provinces demeurent opaques. Les gouvernements locaux doivent respecter des objectifs de croissance qui exigent généralement d'emprunter de l'argent pour investir. En 2014, une vérification nationale de la dette à l'échelle provinciale ordonnée par le gouvernement a donné lieu à des niveaux d'endettement que le ministère des Finances a jugés inacceptables¹⁵. En d'autres termes, il existe une méfiance profondément ancrée au niveau du gouvernement central à l'égard de la capacité des collectivités locales à mettre en œuvre la politique économique du parti.

En fait, le niveau de contrôle que Beijing exerce sur les questions financières provinciales n'est pas clair. Pour la première fois dans l'histoire de la République populaire de Chine, Pékin a récemment sollicité l'aide de la Banque mondiale pour restructurer la dette des gouvernements locaux dans deux provinces – Hunan et Chongqing – exprimant le besoin d'une tierce partie pour surveiller et améliorer la dette au niveau infra-étatique¹⁶. Au moment où le parti met en place ce que l'on appelle les « fonds directifs » au niveau

11. Lingling Wei, « [China's Annual Economic Growth Rate Is Slowest Since 1990](#) », *The Wall Street Journal*, 21 janvier 2019.

12. Wojciech Maliszewski, Serkan Arslanalp, John Caparusso, José Garrido, Si Guo, Joong Shik Kang, W. Raphael Lam, T. Daniel Law, Wei Liao, Nadia Rendak, Philippe Wingender, Jiangyan Yu et Longmei Zhang, « Resolving China's corporate debt problem », *IMF Working Paper*, 16:203, 2016.

13. W. Raphael Lam, Alfred Schipke, Yuyan Tan et Zhibo Tan, « Resolving China's zombies: tackling debt and raising productivity », *IMF Working Paper*, 17:266, 2017.

14. « [Xi's Three 'Battles' in Six Charts](#) », *Bloomberg News*, 3 mars 2019.

15. Barry Naughton, « Local debt restructuring: a case of ongoing authoritarian reform », *China Leadership Monitor*, n° 47, 2015.

16. « [The Road to Fiscal Sustainability: The Experience of China's Hunan Province and Chongqing-Dadukou District](#) », The World Bank, 11 mars 2019.

provincial pour soutenir la priorité nationale de promotion de l'innovation technologique, une mauvaise supervision de la mise en œuvre au niveau local peut se révéler un obstacle majeur. Dans une ville et une province aussi importantes que Suzhou et le Sichuan, un tiers des fonds récoltés au sein de ces « fonds directifs » pour promouvoir l'industrie high-tech n'avait tout simplement pas été investi en 2017-2018¹⁷.

UNE IDÉOLOGIE CONTESTÉE

L'idéologie de Xi Jinping de « renouveau de la nation » est fondée sur une lecture militante de l'histoire de la RPC de rejet du « siècle d'humiliation » qui a précédé la fondation du régime. Or, au printemps 2019, la République populaire de Chine s'est souvenue de deux épisodes très controversés et très contestés de sa jeune histoire : le centenaire du mouvement culturel du 4 mai et le 30^e anniversaire de la répression militaire de la place Tiananmen. Le 4 mai 1919, des étudiants patriotes protestèrent contre le traité de paix de Versailles, qui transférait au Japon les anciennes possessions de l'Allemagne dans la province chinoise du Shandong¹⁸. Après des arrestations massives d'étudiants, le gouvernement chinois a finalement cédé : il a rejeté le traité de Versailles, libéré les étudiants arrêtés et renvoyé ses ministres pro-japonais. Mao Zedong a célébré le mouvement culturel lancé le 4 mai comme l'origine du marxisme chinois, mais les intellectuels qui ont soutenu les manifestations de la place Tiananmen en 1989 se sont approprié cet anniversaire pour appeler à plus de démocratie.

Le grand projet idéologique de Xi Jinping de « renouveau de la nation » est en butte à une contestation frontale de la part de deux groupes d'acteurs qui se trouvent au cœur même de cette idéologie : les soldats démobilisés et les étudiants marxistes. Xi Jinping a lancé une vaste réorganisation des forces armées du pays et a fait de la modernisation militaire un élément central de son « rêve chinois ». Pourtant, les manifestations des anciens combattants se sont intensifiées au cours des trois dernières années¹⁹, s'ajoutant aux manifestations de masse, dont le nombre n'avait cessé de croître au cours de la décennie précédant l'ascension au pouvoir de Xi Jinping en 2012²⁰. En 2016, Xi a annoncé la démobilisation de 300 000 soldats supplémentaires, augmentant d'autant le segment potentiellement mécontent de la population. La création du ministère des Anciens Combattants l'an dernier semble avoir été une mesure cosmétique, puisque les prestations de retraite et le soutien aux familles des militaires retraités – les principales revendications des manifestations – font toujours défaut.

Une autre source d'agitation sociale vient d'étudiants qui se réclament du marxisme lui-même. Fin 2018, des étudiants marxistes d'universités renommées ont exigé un meilleur

17. Emily Feng, « China's state-owned venture capital funds battle to make an impact », *Financial Times*, 23 décembre 2018.

18. « [May Fourth Movement](#) », Encyclopaedia Britannica.

19. Chris Buckley, « [Marching across China, army veterans join ranks of protesters](#) », *The New York Times*, 25 juin 2018.

20. Dali Yang, « China's troubled quest for order: leadership, organization, and the contradictions of the stability maintenance regime », *The Journal of Contemporary China*, n° 26, 2016.

traitement des travailleurs industriels. Face à cette remise en cause de la légitimité du parti, les autorités n'ont pas attendu pour agir : 50 étudiants ont été arrêtés et placés en détention²¹. Aujourd'hui, le parti communiste, autrefois révolutionnaire, est devenu un pouvoir réactionnaire qui a tout à craindre des étudiants qui revendiquent la substance de l'idéologie égalitariste marxiste. Quelques jours avant la commémoration du mouvement du 4 mai, le 29 avril 2019, Qiu Zhanxuan, le leader de l'association des étudiants marxistes de l'université de Pékin, a été porté disparu²².

CONCLUSION

Le 1^{er} octobre 2019, le régime a de bonnes raisons de fêter ses 70 ans : depuis la crise économique et financière de 2008, la Chine a pris une place centrale dans l'économie mondiale, qui témoigne de l'extraordinaire force productrice du pays. Ces quarante dernières années, le Parti communiste chinois a fait du pays un moteur de l'économie mondiale.

Alors même qu'il est devenu un acteur incontournable sur la scène internationale, le parti-État semble cependant perdre pied à l'intérieur. Aucune des fractures exposées ici n'est nouvelle en République populaire de Chine. Cependant, le silence des voix non orthodoxes à l'intérieur et à l'extérieur du parti, l'écart entre la gestion économique aux niveaux central et local et l'intensité des manifestations sociales atteignent des sommets. Jusqu'à présent, sous Xi, le parti a réussi à étouffer l'opposition organisée. Mais ce succès peut être interprété comme un signe de sa propre décadence, car il lui faut employer des moyens de plus en plus coercitifs pour rester au pouvoir. Ce qui a changé, ce ne sont pas tant les doléances que la population chinoise adresse au parti au pouvoir que la façon dont ce dernier les réduit au silence : soit il s'approprie les revendications des voix dissidentes, en particulier à travers une campagne anti-corruption qui a surtout servi à construire une nouvelle base politique pour Xi, soit il réprime. Il est clair que la République populaire de Chine est entrée dans une nouvelle phase de son histoire – une phase qui ne concerne ni l'ouverture ni les réformes.

La crise politique à Hong Kong révèle l'incapacité du parti à assurer la stabilité politique et sociale intérieure, qui a été le cœur de sa légitimité politique pendant les 40 ans de réforme. La mobilisation de l'écrasante majorité de la population de Hong Kong contre l'intégration forcée au système autoritaire de la RPC met à mal l'idée que ce régime pourrait servir de modèle alternatif à la démocratie. Cette opposition, la plus importante depuis les manifestations pour la démocratie de 1989, représente un tournant non seulement pour la RPC, mais pour la politique étrangère de la RPC. Dans son projet de « renouveau de la nation », la Chine de Xi Jinping refuse de préserver l'autonomie judiciaire de Hong Kong. Cette dénégation de l'accord que Zhao Ziyang, Premier ministre chinois de l'époque, avait signé avec Margaret Thatcher lors de la rétrocession

21. Yuan Yang, « [Inside China's crackdown on young Marxists](#) », *Financial Times*, 14 février 2019.

22. Gerry Shih, « 'If I disappear', Chinese students make farewell messages amid crackdowns over labor activism », *The Washington Post*, 25 mai 2019.

de Hong Kong à la Chine représente une violation d'un traité international fondamental entre la Chine et le Royaume-Uni. À l'heure où Pékin demande plus de coopération à l'Union européenne et à ses pays membres, le respect des valeurs politiques, sociales et environnementales qui font l'Europe ne devrait-elle pas être la condition *sine qua non* d'une telle coopération ?

(Une version précédente de cette note a paru en anglais sur le site War on the Rocks sous le titre « Sources of political stress in China », le 14 mai 2019.)

Chercheur Chine à l'IRSEM, Juliette Genevaz est docteur en science politique de l'université d'Oxford. Elle a rejoint l'IRSEM après un TransAtlantic Postdoctoral Fellowship for International Relations and Security (TAPIR) à l'Institut français des relations internationales (Ifri) et à la Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP, Berlin). Elle a publié notamment dans *China Information* et *The Journal of Contemporary China*.

Contact : juliette.genevaz@irsem.fr